

ENTREPRISES ET MARCHÉS

African Business

Le processus engagé prendra en compte l'établissement de la situation financière et sociale des agences, un plan social pour les entités à liquider ou à fusionner, la création d'un Fonds de restructuration, la liquidation des créances et le recouvrement des dettes, la dévolution du patrimoine et la poursuite des contrats et programmes d'investissements à travers les nouvelles entités.

Suffisant pour que certains avancent la thèse paradoxale d'une mauvaise santé financière de l'État. Un argument battu en brèche par Abdoulaye Daouda Diallo : « *La rationalisation procède d'une volonté de plus d'efficacité dans la dépense publique, puisque l'État rationalise ses dépenses de fonctionnement pour dégager des marges budgétaires destinées au financement des projets d'investissements publics et des programmes à fort impact social.* » Le ministre souligne que la maîtrise de la gestion des finances publiques est corroborée par la situation d'exécution du budget de l'État qui, à la date du 23 septembre 2019, se situe à 71 % puisque sur des autorisations d'engagement de dépenses du budget général de 3 885 milliards FCFA (5,92 milliards d'euros), l'exécution s'établit à 2 758,2 milliards FCFA (4,20 milliards d'euros).

Mesures de redressement

Pourtant, l'année 2019 avait démarré difficilement pour l'État, avec une accélération de l'exécution des dépenses et des moins-values de recettes, projetées dans l'année à plus de 200 milliards de F.CFA. Ce qui a amené le gouvernement à prendre des mesures de redressement et faire voter une première loi de Finances rectificative (LFR) pour l'année 2019. C'est à ce titre que le budget initial de 4 071,77 milliards F.CFA (6,21 milliards d'euros) a été révisé à 3 988,63 milliards de FCFA (6,08 milliards d'euros), soit une baisse de 83,14 milliards F.CFA (-2 %).

Une deuxième loi de finances rectificative est en cours de préparation, motivée cette fois-ci par le « *bouleversement des grandes catégories de dépenses arrêtées par la première loi de finances rectificative* » qui a engendré l'urgente nécessité de prendre en charge une partie des obligations impayées. Le projet de deuxième LFR 2019 – qui sera déposé à l'Assemblée nationale en même temps que la loi de finances initiale 2020 – devrait permettre d'apurer les obligations impayées pour au moins 100 milliards F.CFA (152 millions d'euros). Ces ressources proviendront des annulations de crédits devenus sans objet puisque non exécutés après huit mois. ■

Conjoncture

Bénin

L'économie résiste malgré les tensions avec le Nigeria

En fermant, mi-août, la frontière de 773 km qu'il partage avec le Bénin, le Nigeria a porté un coup dur au commerce frontalier, qui pèse environ 80 % des échanges informels et 20 % du PIB béninois. Portée par l'agriculture, le coton, la croissance reste bien orientée.

Cotonou, Max-Savi Carmel

Le Nigeria a décidé de prolonger jusqu'à la fin janvier la fermeture de ses frontières avec le Bénin, décidée mi-août. En pleine période de promotion d'une zone continentale de libre-échange, la décision avait de quoi surprendre. Pourtant, quelques chiffres expliquent cette réaction d'Abuja. Ainsi, pas moins de 7 millions de litres d'essence de contrebande passaient cette frontière chaque jour, selon un rapport tombé sur les bureaux du président nigérian, Muhammadu Buhari. Une partie repartait vers le Togo. Cette contrebande n'était pas la seule raison pour fermer « *temporairement* » les frontières. Le géant voisin accuse Cotonou de « *favoriser une telle situation* » au point d'en être complice et, surtout, de contribuer « *à fragiliser sérieusement* » sa politique d'autosuffisance alimentaire, laquelle passe par le contrôle de l'importation sauvage du riz. D'autres denrées alimentaires sont visées, depuis l'été.

L'économie béninoise résiste tant bien que mal, dans son ensemble, mais les frontaliers ne s'en sortent pas. Plusieurs centaines de petits kiosques commerciaux sont fermées, tandis que des produits agricoles pourrissent aux frontières. Le Bénin, principal producteur de tomates dans la sous-région, connaît cette année sa récolte la plus abondante, de plus de 350 000 tonnes.

Les économistes redoutaient une chute de l'économie. Le gouvernement craignait que la croissance 2019 ne puisse atteindre les 7,6 % prévus, et même qu'elle ne tombe sous

les 6,7 % de 2018. Pourtant, le FMI se veut rassurant. La croissance globale a pu compter sur la forte croissance avec laquelle le pays a démarré l'année 2019 mais aussi, « *un étonnant maintien du cap* » selon le ministre des Finances. Romuald Wadagni vise toujours les 7,6 % d'autant que le troisième trimestre n'a « *à pas été aussi éprouvé que redouté* ». La poursuite de l'embellie dans le secteur agricole notamment, avec une production de coton qui devrait dépasser les 800 000 tonnes cette année, contre 700 000 la saison précédente.

L'intensification des travaux de BTP et la poursuite de la hausse du trafic du port de Cotonou, qui maintient son rythme de croissance (16 % en 2018), soutiennent l'économie. Le secteur énergétique, longtemps fragile, a bénéficié de la mise en service de la centrale duale de Maria-Gléta de 120 MW, le 29 août 2019.

Soutien de l'État

Aussi, l'économie béninoise devrait-elle, malgré la fermeture de la frontière nigériane, tenir ses promesses ; le gouvernement a acheté une grande partie des 350 000 tonnes de production annuelle de tomates pour éviter « *une avarie par pourriture* », les producteurs ont perdu tout de même plus de 10 % de leur récolte. « *Nous avons surtout vendu plus de la moitié de notre production à bas prix pour nous en débarrasser* », regrette ce producteur. Pour l'heure, les commerçants riverains et les contrebandiers de l'essence frelatée sont les principales victimes du blocus nigérian. Leurs



activités ont baissé de plus de 75 % alors que trois millions de Béninois en dépendent directement ou indirectement.

La Cedeao a échoué dans ses tentatives de médiation, malgré ses nombreuses réunions techniques. Le Nigeria reproche à son voisin, non seulement la contrebande d'essence qui alimente 85 % des besoins du pays, mais aussi l'importation du riz étuvé. « Les Béninois mangent du riz blanc mais plusieurs centaines de milliers de sacs d'étuvés transitent au port de Cotonou », selon un rapport

qu'Abuja a transmis à Cotonou, mi-août. En septembre, la douane béninoise a procédé à l'élaboration d'une liste de produits interdits d'exportation vers le Nigeria. On y retrouve diverses céréales (sorgho ou millet), ainsi que plusieurs catégories de riz (riz parabolé, riz blanchi). L'huile végétale ainsi que la farine de blé y sont indexées. De plus, les autorités nigérianes ne veulent plus que soient importés du Bénin des pneus usagés de voitures, des pâtes alimentaires ainsi que des produits textiles.

Période difficile pour les frontaliers

Certes, Abuja a assoupli un peu les conditions, les personnes peuvent librement circuler. Néanmoins, les sentiers de contrebande sont restés ouverts avec, le plus souvent, la complicité de quelques agents de part et d'autre des frontières.

Les petits commerçants et riverains font appel au gouvernement pour les aider. Il n'existe pas, au Bénin, d'assurance en cas de sinistres, tandis que les institutions de microfinance ne respectent pas toujours les lois sur le crédit. Les petits commerçants craignent, non sans raison, que leurs créanciers ne profitent de la situation. Le gouvernement a promis un suivi et un accompagnement qui, pour l'heure, tardent à venir.

La situation est donc, après les premières semaines de panique, loin de menacer l'économie du Bénin, même si le gouvernement reconnaît qu'« une fermeture trop longue peut endommager certains tissus de l'économie » notamment portée par l'informel. Le ministère des Finances prévoit pour 2020 une croissance de 8 % et maintient un objectif de 9,2 % à l'horizon 2022. Pour y arriver, il faudra maintenir le rythme de production du coton qui a rapporté 12,8 milliards de F.CFA (19,5 millions d'euros) à l'État en 2018. L'or blanc représente 40 % des entrées de devises du pays ainsi que 13 % du PIB et plus de 60 % du tissu industriel national. ■

Le ministère des Finances prévoit pour 2020 une croissance de 8 % et maintient un objectif de 9,2 % à horizon 2022. Pour y arriver, il faudra maintenir le rythme de production du coton qui a rapporté 12,8 milliards de F.CFA (19,5 millions d'euros) à l'État en 2018.

GLOSSAIRE

“L'économie résiste malgré les tensions avec le Nigeria” /
“La economía resiste a pesar de las tensiones con Nigeria”

Conjoncture: situación, circunstancia.

Coup: golpe, impacto.

Échange: intercambio, cruce.

Coton: algodón.

Pourtant: aunque, sin embargo, no obstante.

Essence: gasolina, combustible.

Rapport: reporte, informe.

Bureau: oficina, despacho.

Contrôle: control, inspección.

Sauvage: salvaje, brutal.

Denrée: producto alimenticio, alimento.

Pourrir: podrirse, echarse a perder.

Redouter: temer, tener miedo a.

Chute: caída, pérdida.

Craindre: temerle / tenerle miedo a.

Croissance: crecimiento, desarrollo.

Rassurant: tranquilizador, reconfortante.

Étonnant: sorprendente.

Éprouvé: comprobado, probado.

Embellie: calma.

Poursuite: búsqueda, persecución.

Hausse: alza, subida, aumento.

Soutien: soporte, apoyo.

Aussi: también, asimismo.

Malgré: a pesar de, pese a.

Avarie: avería.

Tout de même: aún así, de todos modos.

Se débarrasser de [qch]: deshacerse de, librarse de.

Regretter: arrepentirse de, lamentar.

Frelaté: adulterado.

Blocus: bloqueo, embargo.

Échouer: fracasar.

Voisin: vecino.

Étuvé: vaporizado, al vapor.

Sorgho: sorgo.

Millet: mijo.

Huile: aceite.

Farine: harina.

Blé: trigo.

Indexé: indexado, vinculado, clasificado.

Pneu: neumático, llanta.

Usagé: usado, desgastado.

Voiture: auto, coche, carro.

Pâte: pasta, masa, mezcla.

Certes: si bien, claramente.

Néanmoins: sin embargo, no obstante.

Sentier: sendero, camino.

Riverain: vecino, lugareño.

Assurance: garantía, seguridad, certeza.

Créancier: acreedor.

Profiter: aprovechar, sacar provecho de.

Suivi: seguimiento, control.

Endommager: deteriorar, dañar.

Tissu: tejido, esfera.